



Union nationale des affaires sociales SNTEFP-CGT

Syndicat national travail, emploi et formation professionnelle
50 ter, rue de Malte 75011 Paris - syndicat.cgt@travail.gouv.fr
<http://www.cgt-tefp.fr>

Participons à la manifestation nationale organisée à Guéret le samedi 13 juin 14 H 30, → Pour la défense et la reconquête des services publics → Contre la réforme territoriale et la fusion des régions → Non aux politiques d'austérité

Le gouvernement persiste et signe dans son entreprise de démolition des politiques publiques, des services et de l'emploi publics. Les politiques d'austérité frappent de plus en plus durement les trois versants de la Fonction Publique.

La réforme territoriale menée au pas de charge a pour objectif de réduire encore plus les services publics de proximité et de pleine compétence implantés sur le territoire national.

Dans le même temps, des missions publiques sont menacées (fin de la clause de compétence générale des collectivités territoriales, nouvelle revue des missions dont certaines seraient abandonnées, privatisées, transférées...).

A cela s'ajoute la dégradation des conditions de vie au travail et hors travail des agents : gel de la valeur du point d'indice depuis 2010, diminution des moyens budgétaires pour les promotions et déroulement de carrières, attaques contre les droits statutaires.

Pour imposer d'autres choix, différentes organisations ont décidé d'agir ensemble pour la défense et la reconquête des services publics.

Dans ce sens, elles ont décidé d'organiser une manifestation nationale le 13 juin à Guéret. La CGT (la Confédération, l'UGFF et différentes fédérations) appelle à y participer.

Le SNTEFP CGT a décidé de s'inscrire dans cette mobilisation pour porter nos revendications dans la continuité de la grève nationale interprofessionnelle du 9 avril dernier.

Elle appelle ses sections et syndicats à y envoyer des délégations (se rapprocher des UD/CR pour l'organisation des déplacements).

Pour nos salaires !

- le dégel du point d'indice, le rattrapage des pertes subies depuis 2000, la revalorisation des grilles indiciaires.

Non à la réforme territoriale !

Zéro suppression de postes, non à la mobilité imposée !

La réforme territoriale (fusion des régions et nouvelle répartition des compétences entre Régions et État) annonce la poursuite du démantèlement des missions de l'emploi et de la formation professionnelle et la fusion des DIRECCTE pour 16 régions, avec à la clé des mutualisations, des suppressions de postes, des mobilités, l'externalisation de certains services supports (informatique, ressources humaines...), la restructuration des pôles 3^E, T et C qui dégradent les conditions de travail des agents !

Nous revendiquons le maintien de la compétence de l'État sur les missions, ainsi que le maintien de tous les services, de tous les agents (titulaires comme contractuels) et de tous les postes dans leurs implantations actuelles.

Non à la dégradation des conditions de travail des agents !

Défendons le service public !

Les services publics servent de variable d'ajustement pour les cadeaux faits par le gouvernement au patronat à travers le pacte de responsabilité : 50 milliards d'économies, ce sont des crédits d'intervention en baisse, des postes de fonctionnaires en moins, l'austérité généralisée à tous les étages (fonction publique d'État, hospitalière et territoriale).

Dans nos services, entre la réforme de l'inspection du travail et la réforme territoriale à venir, les fusions de régions, nos conditions de travail se dégradent. Les départs en retraite ne sont pas remplacés, des postes sont laissés vacants, les collègues sont laissés dans l'incertitude sur leurs missions.

Nous revendiquons le retrait du Pacte de responsabilité et le développement d'un service public de l'emploi, de la formation professionnelle et du travail de qualité, au service des salariés et des privés d'emplois.

Nous revendiquons l'arrêt des politiques managériales de pilotage par indicateurs qui conduisent au burn out et à la souffrance au travail pour les agents en plus d'être inefficaces pour le service public.